

Livres

Numéro 761, décembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68025ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(2012). Compte rendu de [Livres]. *Relations*, (761), 40–42.



DIALOGUE FRUCTUEUX

Sous la direction de Bruno Demers
**DIALOGUE DES CULTURES
ET TRADITIONS MONOTHÉISTES**
Montréal, Novalis, 2012, 250 p.

Ce beau petit livre sur le pluralisme religieux présente les fort intéressantes conférences données à l'occasion du 50^e anniversaire de l'Institut de pastorale des Dominicains à Montréal. Je me limiterai ici à celles que je trouve les plus importantes.

Les articles sur le judaïsme (Pierre Toth), le christianisme (Claude Geffré) et l'islam (Rachid Benzine) montrent ce qui est souvent oublié, à savoir que les traditions religieuses se transforment au cours de leur histoire, en réaction à la culture et aux conditions sociales où elles s'enracinent. Les catholiques progressistes sont très sensibles à cela. Ils se souviennent du temps où le catholicisme s'opposait à la liberté de religion et à la société moderne, et du concile Vatican II au cours duquel l'Église catholique s'est réconciliée avec les valeurs humanistes de la modernité et le pluralisme religieux.

Ce qui est arrivé pour le catholicisme se produit maintenant pour l'islam. Les pays majoritairement musulmans, fidèles à leur tradition, s'opposaient au pluralisme et à la liberté religieuse. Les juristes y interprètent les lois religieuses en fonction d'une société musulmane homogène. Mais, à la lecture du texte de Rachid Benzine, on se rend compte qu'en France, les juristes et les penseurs religieux sont confrontés à de nouvelles questions et cherchent à interpréter et à adapter leurs préceptes en tenant compte d'une situation sociale où les musulmans sont minoritaires et en dialogue avec la société moderne. Comme dans le cas du catholicisme, cette adaptation créatrice est un long processus, ralenti par bien des obstacles.

Pierre Toth, un intellectuel juif de Montréal, «artisan et promoteur du dialogue interreligieux», présente pour sa part le judaïsme. Décédé avant la publication, ce livre lui est d'ailleurs dédié. Selon lui, pour le judaïsme post-biblique, minoritaire dans le monde entier et méprisé à travers les siècles – le discours de l'Église catholique en étant en grande partie responsable –, un moment historique important a été la décision des Églises, après la Shoah, de repenser leur relation au judaïsme et de reconnaître que le Dieu biblique reste fidèle à l'alliance faite avec le peuple juif. Lors du concile Vatican II, l'Église catholique a exprimé sa désolation pour les siècles de tradition anti-juive et a reconnu la présence rédemptrice de Dieu dans la synagogue, ce qui a rendu possible le dialogue, d'égal à égal, entre chrétiens et juifs.

Jean-Claude Guillebaud, journaliste et essayiste très connu, a quant à lui intitulé sa conférence «Écoutons la vérité de l'autre». Il montre que les croyants d'une religion, prisonniers de leur propre idéologie, ont tendance à distordre ce que disent les autres. Ce n'est que par le dialogue interreligieux contemporain que tous ont appris à écouter la vérité des autres. Guillebaud souligne par ailleurs avec justesse qu'aujourd'hui, des non-croyants – particulièrement les partisans passionnés de la laïcité –, sont souvent incapables d'écouter le discours des croyants. Ce qui circule dans les débats publics, ce sont souvent des caricatures des religions. De plus, le relativisme ne nous aide pas : il nous rend indifférents aux idées et aux croyances des autres. Ce qu'il faut pour écouter la vérité des autres, nous dit l'auteur, c'est le respect et l'amour du prochain.

Un autre élément intéressant de cet ouvrage est le long essai de Georges Leroux qui fait une analyse détaillée des arguments contre le programme d'éthique et culture religieuse tels que défendus par certains milieux catholiques et par le mouvement laïque du Québec. Prenant au sérieux les pro-

blèmes soulevés par ces deux groupes, l'auteur répond à leurs arguments de façon respectueuse, apportant ainsi une contribution substantielle au débat public. Son raisonnement appuie d'ailleurs la position défendue par le Centre justice et foi en faveur du programme.

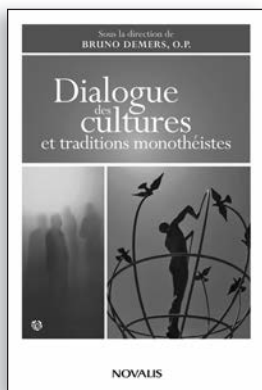
GREGORY BAUM

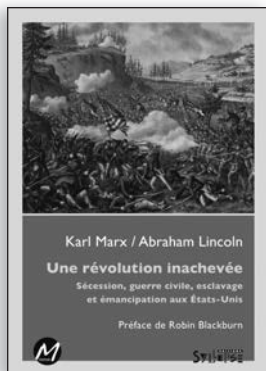
FILIATIONS TRANSATLANTIQUES

Karl Marx, Abraham Lincoln,
introduction de Robin Blackburn
**UNE RÉVOLUTION INACHEVÉE.
SÉCESSION, GUERRE CIVILE,
ESCLAVAGE ET ÉMANCIPATION
AUX ÉTATS-UNIS**
Montréal, M Éditeur/Éditions
Syllepse, 2012, 293 p.

Au moment de l'adoption de la Déclaration d'indépendance par le Congrès continental, en 1776, les 13 anciennes colonies britanniques sont esclavagistes. En 1861, à la veille de la guerre civile américaine, 15 des 34 États le sont toujours. C'est alors que surgit la question qui agira comme un déclencheur des hostilités entre le Nord et le Sud, à savoir quel statut faut-il accorder aux nouveaux États qui se joindront aux États-Unis? Bien sûr, derrière cette question, cruciale en elle-même, s'en profile une autre: des deux modèles de développement en présence, lequel privilégier? Une industrialisation portée par la croissance des manufactures avec un accès au travail libre et donc, d'un côté, le protectionnisme, ou plutôt l'expansion d'un secteur agricole avec travail servile et donc, de l'autre côté, le libre-échange?

Partant de ces prémisses, les éditeurs ont eu l'idée originale et audacieuse de composer un recueil de textes comprenant quatre discours du président Lincoln, treize articles et plusieurs lettres de Marx, ainsi que trois textes d'Engels. Étant donné que la simple juxtaposition d'autant de textes





disparates par leur origine, leur destination et leur contenu risquait de s'avérer difficile à décoder, ils ont fait précéder l'ensemble d'une introduction substantielle de quelque cent pages, rédigée par l'historien et sociologue britannique Robin Blackburn, rédacteur en chef de la *New Left Review* pendant près de 20 ans.

Dans sa contribution, Blackburn cherche à cerner l'évolution de la position du président Lincoln qui n'était pas, au départ, opposé à l'esclavage, mais bien à son extension hors des frontières des États esclavagistes. Cette position évoluera notablement par la suite, puisque Lincoln se fera le promoteur du 13^e amendement à la Constitution, qui abolit l'esclavage en 1865. Pendant ce temps, de l'autre côté de l'Atlantique, Marx le journaliste se penche sur ces questions à titre de correspondant du *New York Tribune*, à Londres, de 1854 à 1861. Dans ses articles, Marx prend parti en faveur du Nord et se fait le défenseur du travail libre contre le travail servile.

Blackburn suit également en parallèle l'évolution de la position du Parti républicain au cours de ces années et celle de l'Association internationale des travailleurs qui prendra, à l'instigation de Marx bien sûr, une position résolument anti-esclavagiste dans le conflit.

Cet ouvrage est donc fort bienvenu. À titre de relation des péripéties politiques entourant la question du statut du travail de part et d'autre de l'Atlantique, il met en lumière, outre l'évolution de la position de Lincoln, le rôle joué par les communautés immigrantes aux États-Unis, dont la communauté germanophone à l'intérieur de laquelle certains militants se réclament déjà de Marx. Par ailleurs, les textes présentés dans ce livre témoi-

gnent de l'évolution de la pensée de Marx sur le développement capitaliste et le rôle du travail libre, et mettent en lumière à quel point sa pensée s'est affirmée au cours des cinq années qui séparent la guerre de Sécession de la Commune de Paris.

DORVAL BRUNELLE

DIVERSITÉ FÉCONDE

Claude Hagège
CONTRE LA PENSÉE UNIQUE
 Paris, Odile Jacob, 2012, 247 p.

S'il semble destiné en priorité à un public français, voilà un ouvrage passionnant pour des lecteurs québécois qui ont pour ainsi dire le combat pour la langue française inscrit dans leur chair. Son auteur, le linguiste Claude Hagège, professeur honoraire au Collège de France, est une sommité sur le sujet, ayant publié des titres tels *Halte à la mort des langues* et *Combat pour le français*, entre autres. Son nouveau livre s'offre comme un vibrant plaidoyer en faveur de la diversité des pensées, des cultures et des langues. Il propose des munitions intellectuelles dont on aurait bien tort de se priver, dans un contexte où le bilinguisme et le tout-à-l'anglais ont souvent la cote au détriment du français.

Tout en nous rappelant que l'anglais n'a pas toujours dominé dans le monde, cet essai nous place devant une situation inquiétante de notre époque: jamais dans l'histoire de l'humanité aucune langue n'a connu la puissance de diffusion mondiale qui est celle de l'anglais aujourd'hui. L'auteur relate les processus historiques et politiques qui ont conduit à cette situation, cela en dépit du fait qu'un assez faible pourcentage de la population mondiale a l'anglais pour langue maternelle.

Mais c'est sa profonde connaissance des langues qui fascine au fil des pages. «Posséder les mots et les diffuser, c'est posséder la pensée», selon Hagège (p. 59). La langue, bien sûr,

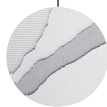
charrie non pas seulement des mots, mais aussi des structures de pensée, des modes de raisonnement, des valeurs, une conception du monde. Elle est un élément fondateur de l'identité et un bien inaliénable des peuples. Ce livre foisonnant, d'une grande érudition, en donne de riches illustrations.

La suprématie de l'anglais dont fait état l'auteur est «imposée par l'impérialisme de la mondialisation, d'obéissance capitaliste et non pas démocratique ni égalitaire» (p. 103). Certes, la montée de nouveaux pôles de pouvoir (Chine, Inde, Brésil) et l'effet des guerres impopulaires menées par les États-Unis commencent à changer la donne, mais l'heure reste à la prise de conscience et à la résistance face à l'appauvrissement qu'une telle domination linguistique représente. L'analyse que fait l'auteur des conséquences que celle-ci entraîne dans les domaines de l'enseignement et des sciences a beaucoup de résonance dans notre contexte québécois.

Dans un chapitre qui en instruira plus d'un, Claude Hagège fustige par ailleurs la conception utilitaire du langage qui réduit celui-ci à sa seule fonction de communication. «Une langue purement véhiculaire implique une rupture du lien qui fait de la langue un élément fondamental de l'identité» (p.186). Il anéantit ensuite cette idée répandue que l'anglais se propagerait naturellement parce que c'est une langue facile. S'il utilise sa vaste connaissance des langues pour nous en convaincre, il ne manque pas non plus d'utiliser quelques exemples-chocs et insolites qui n'ont pas de quoi rassurer, dans le domaine de l'aviation internationale, entre autres.

La domination de l'anglais, qui induit un mode de pensée unique – comme l'indique le titre de l'ouvrage –, atrophie l'expression, voire la capacité humaine de concevoir la réalité et les autres dans toute leur diversité et leur complexité. Cette négation de la di-





versité, Claude Hagège la voit certainement comme une sorte de crime contre l'humanité. La diversité est dans la nature des choses et de la vie elle-même. Elle est créativité, fécondité, espérance. Il montre bien la voie funeste que représente, au contraire, l'homogénéisation des cultures, des pensées et des langues.

CATHERINE CARON

CONTRER L'INTOX

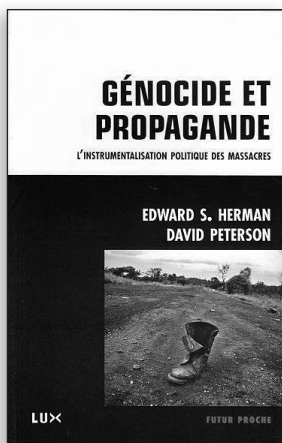
Edward S. Herman et David Peterson
(traduit de l'anglais par Dominique Arias)

**GÉNOCIDÉ ET PROPAGANDE :
L'INSTRUMENTALISATION
POLITIQUE DES MASSACRES**

Montréal, Lux, 2012, 184 p.

Ce percutant essai sur l'instrumentalisation des massacres est particulièrement d'actualité alors que s'impose de plus en plus un nouveau concept à la mode : la responsabilité de protéger les populations civiles. La traduction française de ce livre, paru dans sa version originale anglaise deux ans avant l'intervention de l'OTAN en Libye, arrive à point nommé pour tous ceux et celles qui se posent des questions sur la légitimité – et surtout l'utilité – d'une telle intervention.

Dans l'avant-propos, Noam Chomsky fait remarquer qu'au fil des siècles, les empires ont toujours mené des guerres pour étendre ou consolider leur pouvoir ; ce sont les prétextes utilisés pour justifier celles-ci auprès de leurs populations qui ont changé. À l'époque des conquêtes et, par la suite, à l'époque des colonies, il fallait convertir les indigènes, les délivrer de leur destin païen, leur apporter les bienfaits de la civilisation. Pendant la Guerre froide, il fallait protéger les populations contre la menace soviétique et le communisme. Ce prétexte est disparu avec la chute du mur de Berlin et la fin de la Guerre



froide. Il fallait en trouver un nouveau pour justifier l'intervention militaire dans un pays souverain, ce qui constitue une violation flagrante du droit international et de la Charte de l'Organisation des Nations unies. Ce nouveau prétexte – la responsabilité de protéger les populations civiles – a été décrit par Susan E. Rice, ambassadrice du président Obama auprès de l'ONU, comme « la nouvelle norme internationale émergente ». C'est ce que les auteurs appellent le prétexte « humanitaire ».

Herman et Peterson analysent la rhétorique employée par les élites et les grands médias pour décrire des crises internationales et démontrent l'effet de cette rhétorique sur la façon dont nous appréhendons la réalité. À l'aide de statistiques et d'une présentation de cas rigoureusement documentés (Irak, Darfour, Rwanda, Croatie, Afghanistan), les auteurs démontrent que l'utilisation du terme *génocide* ou *massacre* dépend moins du niveau de la violence perpétrée ou du nombre de victimes civiles que des liens que certains chefs d'États où sont perpétrés ces crimes entretiennent avec les grandes puissances impériales. À titre d'exemple, ils soulignent, dans leur préface à l'édition française, que la violence de l'attaque massive lancée contre la population tamoule au Sri Lanka (2008-2009) était infiniment plus grande que celle contre le peuple libyen dans la période qui a précédé l'intervention de l'OTAN. Pourtant, malgré de nombreuses demandes, rien n'a été fait pour venir en aide aux Tamouls.

Mais quels sont donc les critères pour justifier le recours à une intervention militaire au nom de la res-

ponsabilité de protéger? Gareth Evans, un des pères de cette doctrine, prétend que c'est un crime qui « choque notre conscience ». La question demeure alors : pourquoi le blocus imposé à la population de la bande de Gaza, affamée, privée de soins médicaux et régulièrement bombardée depuis des décennies, ne choque-t-il pas la conscience des dirigeants des pays impériaux? Comment se fait-il qu'il n'y ait pas eu d'intervention contre le régime des sanctions imposées à l'Irak dans les années 1990, qui a fait des centaines de milliers de victimes irakiennes, dont près de 500 000 enfants? Comment se fait-il que les quelque 200 000 victimes de la guerre civile au Guatemala, toutes des Autochtones mayas, n'aient pas choqué assez pour que la communauté internationale se mobilise pour arrêter cet acte de génocide?

Ce sont ces questions que les auteurs élucident dans leur livre. Ils soulignent que le terme *génocide* est utilisé abusivement, au point de le vider de son contenu. Mais surtout, ils mettent en évidence que certains massacres sont vus comme étant « constructifs » lorsqu'ils servent les intérêts des États-Unis, « bénins » lorsqu'ils sont perpétrés par leurs alliés, mais « néfastes », lorsqu'ils sont commis par des « États voyous », c'est-à-dire ceux qui s'opposent ou nuisent aux intérêts des États-Unis. Ainsi, la mort de 344 Albano-Kosovars était le résultat d'un génocide « néfaste » qui a soulevé l'indignation de l'ONU et des pays occidentaux, alors que le massacre de 250 000 personnes lors du bombardement de la ville de Falloujah, en Irak, ne reçut que très peu d'attention.

Ce livre est une brèche dans l'univers de la désinformation. Il modifie de manière substantielle notre façon d'appréhender les articles de journaux et les reportages sur les questions internationales.

MARTINE ELOY